

La Flandre porte son effort budgétaire sur la recherche

LE RÉSUMÉ

Geert Bourgeois (N-VA) a livré hier sa dernière déclaration de rentrée.

Les nouvelles mesures portent essentiellement sur **la recherche et l'aide aux personnes**.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

C'était, lundi, la dernière déclaration de rentrée – dite «Septemberverklaring» – du ministre-président flamand, Geert Bourgeois (N-VA). L'occasion pour lui de présenter le bilan d'une législature ainsi que les nouvelles mesures qui ont été décidées à l'issue du conclave budgétaire vendredi dernier.

L'heure n'est plus aux mesures d'économie. Après avoir réduit les dépenses de manière structurelle pour 2 milliards d'euros par an, le gouvernement de centre-droit (N-VA, CD&V et Open VLD) peut à présent délier les cordons de la bourse.

L'enveloppe consacrée aux nouvelles mesures en 2019 s'élève à 665 millions d'euros, dont 558 millions de mesures structurelles.

Les deux principaux secteurs gratifiés budgétairement sont la recherche (280 millions d'euros) et l'aide aux personnes (200 millions), essentiellement les handicapés, l'accueil de la petite enfance, la politique de la jeunesse et l'aide aux personnes âgées.

En ce qui concerne la recherche, on notera la mise en place d'un *Flanders Future Techfund*, un fonds doté de 75 millions d'euros qui doit favoriser la mise sur le marché de nouvelles technologies. Ce capital de départ devrait à terme évoluer vers 300 millions d'euros, a précisé Geert Bourgeois. Avec cela, la Flandre sera à 2,7% de son PIB consacré à la recherche, donc plus très loin de l'objectif européen de 3% en 2020. «La recherche, ce sont les emplois de demain», selon Bourgeois.

Une prime pour démolir et reconstruire

Ceux qui ont des projets de rénovation et qui ne peuvent bénéficier de la TVA à 6% pourront bientôt faire appel à une prime à la démolition-reconstruction de 7.500 euros. Pour des chantiers urbains par exemple, il vaut mieux raser que rénover.

Le spectre du Brexit, lui, continue de hanter la classe politique flamande. La KU Leuven évoque 28.000 emplois directement menacés en cas de séparation sans accord douanier. Bourgeois a annoncé un «plan d'action Brexit» doté de 2 millions d'euros, sans toutefois fournir davantage de détails. Par contre, il invite d'ores et déjà les entreprises du nord du pays «à explorer de nouveaux marchés».

Les bonnes nouvelles contenues dans la déclaration du ministre-président ne doivent toutefois pas occulter les dossiers sur lesquels son gouvernement s'est cassé les dents. Ont ainsi été renvoyés à la prochaine législature: la consigne sur les ca-

nettes et bouteilles en plastique, ainsi que la taxation au kilomètre sur les voitures particulières (pas avant 2024). Sans oublier le «stop au béton» qui n'est pas financé et le projet de réforme de l'enseignement secondaire qui a accouché d'une souris. La faute à la N-VA qui revendique d'ailleurs déjà le poste de l'enseignement dans le prochain gouvernement, avec la ferme intention d'accroître encore la différenciation entre établissements afin d'enrayer tout risque de nivellement vers le bas. Bien que mieux classé que son pendant francophone, l'école flamande a perdu des plumes dans les classements OCDE.

Enfin, il reste les 135 millions d'euros budgétés en 2019 pour boucler le ring d'Anvers, la fameuse liaison Oosterweel. Cette enveloppe est comptabilisée hors budget, mais il manque encore le feu vert des instances européennes qui n'apprécient pas la technique comptable.

558 millions €

Le gouvernement flamand a dégagé 665 millions d'euros pour de nouvelles mesures en 2019, dont 558 millions sont des mesures structurelles.